



N/réf : 344/PRES/AT

**Objet : Lettre ouverte des ONG environnementales et de solidarité internationale au Président de la République sur le nécessaire soutien financier et technique aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique.**

Paris, le 6 mars 2009

Monsieur le Président de la République,

D'ici à la Conférence de Copenhague sous l'égide des Nations unies, il reste 9 mois à la Communauté internationale pour trouver un accord ambitieux sur le climat. Cela passe impérativement par une coopération et une solidarité renforcées entre les pays industrialisés et les pays en développement. Il a été reconnu lors de la Conférence de Bali, fin 2007, que les premiers doivent soutenir financièrement et technologiquement les efforts entrepris par les seconds pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques.

Or depuis Bali, les discussions n'avancent plus. Les uns attendent des engagements concrets de limitation des émissions. Les autres des engagements concrets de soutien technologique et financier.

Le risque est réel que le Conseil européen des 19 et 20 mars renforce cet affrontement, en dessinant une Europe qui exige des engagements de la part des pays en développement, sans s'engager elle-même à les soutenir. Le risque est réel que l'Europe aligne sa position sur celle de pays industrialisés qui, de fait, ne semblent pas vouloir d'un accord ambitieux à Copenhague. La crainte de voir la position européenne s'affaiblir, et les chefs d'Etats renoncer à s'engager à la hauteur des enjeux climatiques est d'autant plus forte que l'on ne peut que constater, de manière générale, la baisse de l'aide publique au développement.

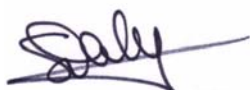
Monsieur le Président de la République, vous aurez l'occasion de jouer un rôle de premier plan lors de ce Conseil, et nous attendons de vous un message rassembleur qui sera entendu en dehors des frontières européennes. Nous attendons un message d'espoir : la lutte contre les changements climatiques n'est ni une fatalité ni un fardeau ; elle ouvre au contraire des opportunités économiques inédites. La crise économique actuelle ne justifie donc pas l'absence d'engagements financiers de la part des pays du Nord. La coopération Nord-Sud, si dotée d'une volonté politique forte, sera source de cobénéfices environnementaux et sociaux pour l'ensemble de la planète, et ce, sur le long terme. Elle doit donc être la base la plus efficace d'un plan de relance économique mondial, dont pourront en particulier bénéficier les pays les plus pauvres et ceux qui auront été les pionniers de l'économie sobre en carbone.

Lors du Conseil européen, les ONG environnementales et de solidarité internationale signataires de ce courrier vous demandent d'utiliser votre poids politique pour que l'Europe ait une position équilibrée. Qu'elle ne fixe pas seulement des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour les pays en développement, comme c'est le cas actuellement, mais qu'elle chiffre également le soutien financier qu'elle se doit de leur apporter. Se limiter à une vague déclaration de soutien est insuffisant voire diplomatiquement dangereux. Les pays en développement ne pourront accepter un accord que s'ils y perçoivent une trajectoire de développement réussie. Certains considèrent que l'Europe ferait une erreur stratégique en chiffrant dès aujourd'hui son soutien financier. Nous ne comprenons pas cette position soit disant stratégique: l'Europe n'est-elle pas fière aujourd'hui d'annoncer son objectif de réduction des émissions de 20% par rapport à 1990 d'ici à 2020, voire de 30% en cas d'accord international satisfaisant? Ne considère-t-elle pas cela comme une avancée forte pour les négociations internationales?

Plus précisément, les ONG environnementales et de solidarité internationale signataires vous appellent à défendre fortement :

- Un engagement financier de l'Europe **d'au minimum 35 milliards d'euros par an d'ici à 2020**, afin d'aider les pays en développement à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques (en particulier pour les plus vulnérables d'entre eux). Il s'agit pour l'Europe d'une part équitable des besoins estimés à plus de 110 milliards d'euros par an d'ici 2020 par la Commission européenne.
- **Le caractère additionnel de ce soutien financier à l'aide publique au développement et à l'achat de crédits de compensation carbone.**
- Des propositions concrètes pour des **nouveaux mécanismes** permettant de générer des financements prévisibles, efficaces et équitables.
- **L'implication systématique et authentique des populations locales** dans la définition des politiques et projets qui doivent contribuer à un développement viable à long terme pour tous, ainsi que dans leur réalisation et leur suivi.
- **L'utilisation du revenu des enchères des quotas** dans le cadre du système communautaire européen pour lutter contre les changements climatiques, dont la moitié pour soutenir les pays en développement. L'affectation partielle de ce revenu à la protection du climat, que vous avez obtenu en tant que président de l'Union européenne l'année dernière, doit être augmentée et ne peut rester volontaire.
- **Le rôle central de la Convention Climat pour gérer ces financements.** La déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide fournit d'importantes leçons sur les principes généraux de gouvernance de l'aide, notamment en ce qui concerne la représentation des pays en développement, l'appropriation des financements et la non-conditionnalité.

Nous vous prions, Monsieur le Président de la République, de bien vouloir agréer l'expression de notre très haute considération.



Sandrine Mathy,  
Présidente du **Réseau Action Climat-France**



Jean-Louis Vielajus,  
Président de **Coordination SUD**

Fanny Héros, **Alofa Tuvalu**  
Claude Bascompte, Président des **Amis de la Terre France**  
Jean-Jacques Boutrou, Directeur d'**AVSF**  
Philippe Lévêque, Directeur général de **CARE France**  
Patrice Burger, Directeur du **CARI**  
Cécile Ostria, Directrice de la **Fondation Nicolas Hulot**  
Gustave Massiah, Président du **CRID**  
Alain Guinebault, Directeur général du **GERES**  
Bénédicte Hermelin, Directrice du **GRET**  
Pascal Hutsing, Directeur général de **Greenpeace France**  
Hélène Connor, Directrice de **HELIO International**  
Guillaume Nourrit, Président d'**Ingénieurs Sans Frontières**  
Luc Lamprière, Directeur général d'**Oxfam France-Agir ici**  
Hervé Dubois, Directeur général de **Planète Urgence**  
Serge Orru, Directeur général de **WWF France**  
Pierre Radanne, Président de **4D**  
Robert Chiron, Président de **Bolivia Inti – Sud Soleil**

**Copie à :**

Monsieur François Fillon, Premier Ministre  
Monsieur Jean-Louis Borloo, Ministre d'Etat à l'écologie, l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire  
Madame Christine Lagarde, Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi  
Madame Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat chargée de l'écologie  
Monsieur Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie  
Monsieur Pierre Franck Chevet, chef de la direction générale de l'énergie et du climat au MEEDDAT  
Monsieur Jean-Michel Severino, Directeur général de l'AFD